

## **Expulsion d'un lycéen : Valls révisé le manuel du petit Sarkozy**

Khatchik Kachatryan, jeune lycéen, élève du lycée Camille Jenatzy (Paris 18<sup>ème</sup>) a été expulsé vers l'Arménie samedi 12 octobre pour défaut de titre de séjour. Une première tentative d'expulsion le 10 octobre avait échoué : une trentaine d'élèves, d'enseignants du lycée Jenatzy, des soutiens RESF, JC et FIDL ayant convaincu des passagers de soutenir le refus d'embarquer de Khatchik. Il est le premier lycéen parisien chassé depuis août 2006. Nicolas Sarkozy était alors ministre de l'intérieur. Il laisse en France ses parents, sa sœur, son beau-frère, des cousins, oncles et tantes et ses amis.

Depuis plusieurs semaines et l'arrestation de Khatchik, la mobilisation s'amplifiait. Les militants RESF puis les enseignants de Khatchik faisaient part de leur opposition, bientôt rejoints par des élus parisiens communistes puis certains socialistes. Informés de sa situation, les copains de classe de Khatchik ont alors fait plusieurs matinées de grève et préparaient un début de semaine de manifestations et d'actions pour obtenir sa libération.

Du côté de la préfecture et du ministère de l'intérieur, la réponse était un silence honteux. Les conséquences pourtant dramatiques de l'expulsion en Arménie de Khatchik n'ont visiblement pas pesé : études stoppées nettes, vie de famille brisée et le fort risque pour Khatchik de passer plusieurs années en prison. Il ne s'est pas fait recenser pour son service militaire en Arménie et est donc considéré là-bas comme déserteur.

C'est un grave retour en arrière que nous venons de vivre. L'acharnement, les méthodes et le mépris des conséquences dont a fait preuve l'actuel ministre Manuel Valls rappellent tristement celles de ses prédécesseurs depuis Sarkozy. Nous ne pouvons que condamner cette conduite et affirmer haut et fort qu'on ne peut pas être de gauche et appliquer ou cautionner une telle politique qui remet en cause des droits fondamentaux comme le droit à l'éducation et celui de vivre en famille.

Nous appelons les lycéens, enseignants, élus, parents d'élèves et plus largement tous les citoyens à faire connaître leur refus de voir s'appliquer en leur nom de telles mesures et à participer aux actions que ne manqueront pas de proposer les élèves et enseignants du lycée de Khatchik et les organisations signataires de ce communiqué.

**De 2005 à 2011, les lycéens Suzilène, Taoufik, Najlae, Mohamed, Ilyes avaient été expulsés.**

**Les manifestations de leurs camarades, de leurs enseignants, de leurs soutiens avaient obligé Sarkozy à les faire revenir.**

**Comme eux Khatchik doit revenir !!!**

Paris le 14 octobre 2013

Signataires : RESF, CGT educ, SNUEP-FSU, FSU, CNT-STE, UNEF, FIDL, JC

Soutien des associations : MRAP, La Cimade, LDH

Soutien d'organisations et partis politiques : EELV, PCF, FASE, Les Alternatifs, PG, GA, GU, C&A, NPA

Contacts presse :

RESF : Brigitte WIESER 06 88 89 09 29

CGT Educ'Action : Dante BASSINO 06 19 86 80 88

FSU : Brigitte CERF 06 87 45 43 83

FIDL : 06 98 82 39 44